

La riposte de la crypte des banques centrales : CBDC

Avec les CBDC, les banques centrales espèrent ralentir les initiatives des Gafam et BATX dans les services financiers et riposter aux tentatives de monnaies d'organisations privées

Les banques centrales jouent un rôle important dans la stabilité économique des pays. À la suite de la crise économique de 2008, trois changements ont impacté fortement le secteur financier :

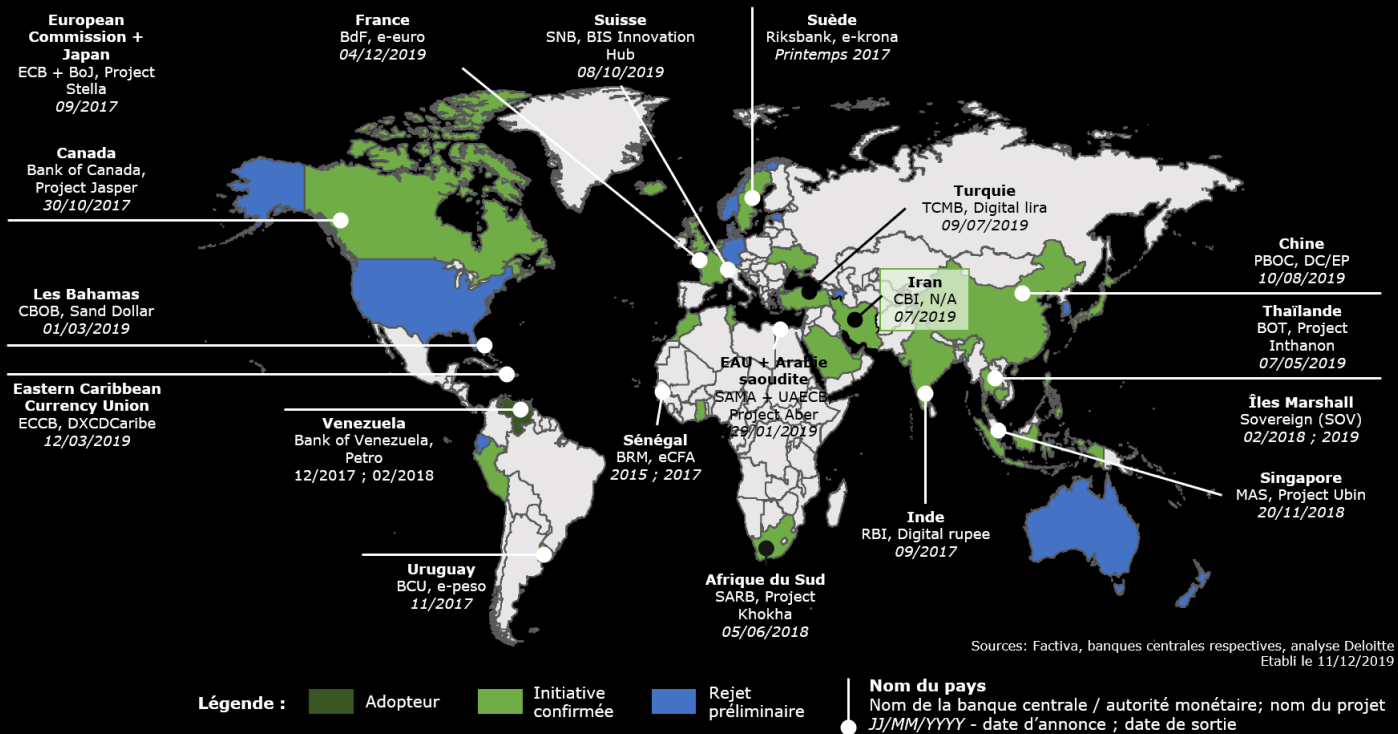
- l'évolution des habitudes de paiement (la baisse de l'utilisation de l'argent liquide et le développement des paiements instantanés et simples) ;
- la méfiance accrue des citoyens envers les institutions financières y compris les banques centrales ;
- l'entrée des institutions non bancaires (Gafam, télécommunications, etc.) dans le système financier traditionnel qui intensifient leurs actions pour lancer leur ODC.

Pour faire face à ces changements et cette accélération d'initiatives d'ODC, les banques centrales étudient le déploiement de leur propre monnaie numérique (CBDC). « Ma conviction est que, au vu des développements accélérés de projets de *stable coins*, nous avons intérêt à avoir une longueur d'avance », a annoncé Christine Lagarde, présidente de la BCE, dans son discours à Francfort le 12 décembre 2019.

CBDC est une forme numérique de monnaie fiduciaire. Elle est émise et réglementée par la banque centrale du pays ou de la zone monétaire. Il s'agit d'une représentation numérique d'une monnaie fiduciaire. Elle est soutenue de la même manière par des réserves monétaires (métaux précieux comme l'or ou devises étrangères) pour garantir la valeur et assurer la stabilité du système. La MDBC peut être utilisée comme un mode de paiement, une réserve de valeur ou une unité de compte. La Banque des règlements internationaux (BRI) définit trois types de CBDC :

- à usage général (basée sur les comptes d'une banque centrale) ;
- à usage général (basée sur des jetons digitaux) ;
- *wholesale* (basée sur des jetons ou des comptes et utilisée pour des paiements interbancaires ou des règlements de titres).

Les banques centrales dans les marchés développés et émergents projettent de lancer les CBDC pour des raisons différentes. Alors que les marchés développés les voient comme une alternative à l'argent liquide, les marchés émergents espèrent réduire leurs coûts et rendre les services financiers plus accessibles à leurs citoyens « non bancarisés » grâce à cette solution. La plupart des banques centrales mènent des recherches (par exemple : Indonésie, Brésil, Israël, Singapore, Royaume-Uni, Japon) ; mais certaines sont déjà passées de la conceptualisation à l'expérimentation avec des preuves de concept (par exemple : Chine). Des coopérations entre plusieurs banques centrales ont également été observées (par exemple : Canada, Singapore et Royaume-Uni).



Notes :
BdF = Banque de France; PBOC = The People's Bank of China; MAS = Monetary Authority of Singapore; CBOB = the Central Bank of the Bahamas; BCU = Banco Central del Uruguay; BOT = Bank of Thailand; DC/EP = Digital Currency Electronic Payment; TCMB = The Central Bank of the Republic of Turkey; SBN = Swiss National Bank; RBI = Reserve Bank of India; CBI = Central Bank of Iran; BRM = Banque Régionale de Marchés; ECCB = The Eastern Caribbean Central Bank; SAMA + UACB = Saudi Arabian Monetary Authority et United Arab Emirates Central Bank; SARB = South African Reserve Bank; ECB = European Central Bank; BoJ = Bank of Japan

La technologie envisagée pour la mise en œuvre des CBDC est subordonnée aux motifs et politiques monétaires. Selon plusieurs analyses, ces objectifs diffèrent d'un marché à l'autre. Les principaux motifs évoqués par les Banques centrales sont :

- les gains d'efficacité des paiements et maintien d'un système compétitif (par exemple : France) ;
- la réduction des coûts d'intermédiation (par exemple : France) ;
- le développement d'une société *cash less* (par exemple : Suède) ;
- les paiements transfrontaliers (par exemple : Canada Singapore et Royaume-Uni ; projet Libra) ;
- la lutte contre le blanchiment d'argent (par exemple : Turquie) ;
- la lutte contre la corruption (par exemple : les Bahamas) ;
- la stabilité et sécurité des paiements (par exemple : Venezuela) ;
- l'inclusion financière (pays émergents : par exemple : Uruguay, les Bahamas, îles Marshall ; projet Libra) ;
- l'augmentation de la confiance dans les autorités monétaires grâce à l'innovation ;
- la mise en œuvre d'une politique monétaire souhaitée (par exemple : *helicopter drop*).

Plus de 40 banques centrales ou autorités monétaires envisagent de mettre en œuvre une forme de CBDC2. Face au projet Libra de Facebook (annoncé le 18 juin 2019) et au crypto-yuan de Chine (commencé en 2014, annoncé le 10 août 2019), la zone euro n'a pas tardé à développer ses propres initiatives de monnaie digitale. L'association des banques allemandes qui inclue plus de 200 banques commerciales privées a officiellement appelé à la création d'un « euro digital » le 30 octobre 2019. Par la suite, le gouverneur de la Banque de France a annoncé le 4 décembre 2019 sa volonté de donner accès aux citoyens à une monnaie digitale garantie par la banque centrale. Pour cela, des expérimentations avec pour objective de lancer un stable coin ont été planifiées pour le premier trimestre de 2020.

Conclusion

En définitive, les *stable coins*, les ODC et les CBDC révolutionnent l'histoire de la monnaie et définissent un nouveau cadre monétaire et financier international. La guerre de souveraineté monétaire est entérinée entre les cryptomonnaies privées et les monnaies digitales des banques centrales.

Pour riposter, les banques centrales se livrent dans le même temps une guerre géopolitique pour la création de leur propre monnaie digitale basée sur la blockchain. La Chine et Libra ont ainsi ouvert la voie à une concurrence acharnée pour la création d'une monnaie digitale de référence. Néanmoins, cette course effrénée peut mettre en péril l'existence même des banques commerciales.

Toutefois, d'après un grand nombre d'experts, il est important de favoriser la coopération entre les acteurs des cryptomonnaies et les banques centrales. Les *stable coins* et les ODC ne peuvent se développer que dans le système existant soutenu par les banques centrales ou les autorités monétaires, ainsi que les banques commerciales.

Deloitte.

A propos de Deloitte

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »), son réseau mondial de cabinets membres et leurs entités liées. DTTL (également appelé « Deloitte Global ») et chacun de ses cabinets membres sont des entités indépendantes et juridiquement distinctes. DTTL ne fournit pas de services à des clients. Pour en savoir plus : www.deloitte.com/about. En France, Deloitte SAS est le cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, et les services professionnels sont rendus par ses filiales et ses affiliés.

Copyright © 2019 Deloitte Conseil. Une entité du réseau Deloitte.